



Assemblée générale

Cinquante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale
5 novembre 2001
Français
Original: anglais

Cinquième Commission

Compte rendu analytique de la 16^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 23 octobre 2001, à 10 heures

Président : M. Effah-Apenteng (Ghana)
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires :* M. Mselle

Sommaire

Point 120 de l'ordre du jour : Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (*suite*)

b) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (*suite*)

Point 124 de l'ordre du jour : Plan des conférences

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

01-59670 (F)

0159670

La séance est ouverte à 10 h 05

Point 120 de l'ordre du jour : Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (suite)

b) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (suite) (A/56/5/Add.5, A/56/66 et Add.1, A/56/132 et A/56/436)

1. **M. Mselle** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) dit que le paragraphe 3 du document A/56/436 fait état de la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) tendant à contrôler tous les deux ans les opérations du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et que cette méthode présente des avantages nettement supérieurs à ceux de la vérification annuelle à laquelle il est actuellement procédé. Une vérification tous les deux ans faciliterait la présentation en temps voulu de davantage d'attestations de vérification par les partenaires opérationnels et permettrait au HCR de disposer de davantage de temps pour donner suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes. Le HCR continuerait à établir des budgets annuels et des états financiers intérimaires pour permettre aux États Membres de continuer à examiner chaque année son activité dans les domaines budgétaire et financier. Toutefois, les comptes seraient clôturés après 24 mois civils plutôt que 12 mois, comme le veut la pratique actuelle.

2. Le contrôle est un instrument essentiel, grâce auquel les secrétariats des organismes des Nations Unies rendent compte aux États Membres de la manière dont ils se sont acquittés des responsabilités qui leur ont été confiées. L'une des fonctions les plus importantes de la vérification est d'assurer que les fonds fournis par les États Membres sont utilisés comme prévu et que les résultats projetés ont été atteints. La dernière vérification des opérations du HCR a fait apparaître que 25 attestations de vérification couvrant des dépenses d'un montant total de 77 millions de dollars ne permettaient pas de déterminer que les fonds avaient été utilisés aux fins prévues par les accords conclu avec les agents d'exécution. En outre, un pays a empêché le HCR d'accéder aux états comptables concernant quelque 3 millions de dollars de dépenses réalisées par des partenaires opérationnels dans ce pays.

3. Ces conclusions et d'autres contenues dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes doivent être examinées d'urgence et avec efficacité. En raison des réserves contenues dans l'opinion des commissaires aux comptes, le CCQAB a envisagé de recommander de ne pas approuver les États financiers. Toutefois, compte tenu des modifications en matière de gestion introduites par le nouveau Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Comité consultatif a recommandé que le HCR lui rende compte au plus tard en mars 2002 des progrès réalisés pour remédier aux lacunes constatées par les Commissaires aux comptes.

4. Le Comité consultatif a également recommandé de modifier la présentation des rapports sur la suite donnée aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes. Les rapports actuellement soumis par les secrétariats des organismes des Nations Unies et les fonds et programmes s'attardent trop sur les processus internes, le nombre de réunions, les services créés et même les directives promulguées. Le Comité consultatif estime que ces rapports devraient être plus brefs, plus faciles à lire et décrire les améliorations, les résultats et les effets dus à l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes. Ces renseignements doivent être communiqués au Comité par les administrations ayant fait l'objet d'un contrôle lorsque celui-ci examinera la mise en œuvre de la recommandation les concernant.

5. **M. Iossifov** (Fédération de Russie) dit que la mise en œuvre des recommandations des organes de contrôle des Nations Unies est essentielle à l'amélioration du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation. Certains progrès ont été réalisés par 15 organismes qui ont fait l'objet d'un rapport biennal du Comité des commissaires aux comptes s'agissant de l'application de ses recommandations concernant l'exercice biennal 1998-1999; six organismes ont nettement amélioré le taux d'application des recommandations par rapport à l'exercice biennal 1996-1997. Les organismes où le taux d'application des recommandations a diminué doivent s'employer à rectifier la situation.

6. Le Comité des commissaires aux comptes doit s'employer à déterminer la mesure dans laquelle il est donné suite à ses recommandations et les rapports du Secrétaire général sur cette question devraient comprendre des renseignements sur les résultats

atteints. En cas de retard, il faudrait présenter aux États Membres une analyse détaillée et exhaustive des motifs des retards et leur décrire les mesures prises et les calendriers établis pour corriger cet état de choses. Il faudrait également envisager d'accroître la responsabilisation des directeurs de programmes concernés.

7. **Mme Hesselmark** (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) note que pour la première fois le Comité des commissaires aux comptes a assorti de réserves son opinion sur les comptes du HCR, en raison des incertitudes relatives aux dépenses faites par des partenaires opérationnels. Si le HCR est pleinement conscient de la nécessité d'améliorer ses rapports avec ses partenaires opérationnels, ni lui ni le Comité des commissaires aux comptes ne sont fondés à croire que les dépenses en question sont irrégulières. Le problème réside dans les retards inacceptables avec lesquels les partenaires opérationnels font état de leurs dépenses. Le HCR a introduit un ensemble de mesures pour remédier à cette situation; il a entre autres été décidé que l'examen de ce problème sera un élément de l'évaluation du comportement professionnel des fonctionnaires de rang supérieur et de la mesure dans laquelle ils atteignent les objectifs fixés. Les mesures prises ont permis de réduire de moitié le montant des fonds pour lesquels les comptes n'ont pas été présentés et des comptes devraient être présentés pour la totalité des fonds d'ici cinq mois. À la fin de cette période, le HCR pourra déterminer quels partenaires opérationnels ne lui ont pas communiqué leurs comptes et examinera la situation selon les modalités proposées par le Comité consultatif.

8. S'agissant de la technologie de l'information, le HCR a décidé de suspendre l'élaboration du projet relatif au système intégré et d'examiner la conception d'ensemble pour assurer qu'elle soit compatible avec le modèle d'organisation actuellement mis au point. Pour mieux déterminer la taille et les caractéristiques de la population de réfugiés, le HCR améliore ses mécanismes d'enregistrement et de gestion, fournit une assistance sur place grâce à trois spécialistes de l'enregistrement sur le terrain basés à Nairobi, Abidjan et Genève et utilise un module de formation sur le recensement et l'enregistrement en situation d'urgence.

9. Le HCR continuera à débattre de la question des vérifications biennales avec le Comité des commissaires aux comptes et fera rapport à ce propos à l'Assemblée générale. Il s'emploiera également à

mettre en oeuvre une budgétisation et un suivi davantage orientés sur les résultats, à améliorer ses rapports sur les résultats et à préciser ses critères d'établissement des priorités.

10. **Mme Acorda** (Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies) dit que le Comité a apprécié la manière dont la Commission comprend le contexte dans lequel les Commissaires aux comptes ont assorti de réserves leur opinion concernant les états financiers du HCR. Les observations du Comité et les mesures qu'il est proposé de prendre s'agissant des deux demandes présentées par le Comité consultatif (A/56/436, par. 3 et 12) sont exposées dans la déclaration liminaire faite par l'intervenante lors de la séance précédente de la Commission. Le Comité a noté que plusieurs orateurs ont appuyé les recommandations tendant à ce que le HCR renforce ses mécanismes de contrôle et de suivi sur le terrain et limite les dépenses au niveau des recettes escomptées et ont évoqué la nécessité de mettre en œuvre rapidement le projet relatif au système intégré. Compte tenu des observations faites par les représentants de la Norvège et des États-Unis d'Amérique lors de la séance précédente de la Commission, le Comité évaluera le niveau de coordination du HCR avec d'autres organisations s'agissant des décisions relatives à la mise en œuvre des projets. Il se penchera également sur les préoccupations concernant la nécessité d'évaluer l'efficacité de ses recommandations.

Point 124 : Plan des conférences (A/56/32, A/56/120/Rev.1, A/56/133, A/56/188, A/56/213 et Corr.1, A/56/261, A/56/277, A/56/293, A/56/299, A/56/300, A/56/339 et A/56/475; A/AC.198/2001/8).

11. **M. Bouheddou** (Président du Comité des conférences) dit que le Comité a collaboré étroitement avec le Secrétariat et avec d'autres organes pour préparer un projet de calendrier des conférences et des réunions répondant aux besoins de l'Organisation. Il a noté avec satisfaction que le Secrétariat avait tenu compte des dispositions concernant le Vendredi Saint orthodoxe, en application des résolutions 54/248 et 55/222 de l'Assemblée générale. Le Comité a également salué les efforts déployés pour promouvoir une coordination plus efficace afin d'éviter que les périodes de pointe des différents lieux d'affectation coïncident.

12. En 2000, le taux d'utilisation des services de conférence a, dans les quatre villes sièges de l'Organisation des Nations Unies, dépassé le seuil de 80 %. Des consultations ont eu lieu avec les Présidents des organes dont le taux d'utilisation des ressources a été régulièrement inférieur à ce niveau, afin de présenter les recommandations voulues pour améliorer l'utilisation des ressources et le Comité a pris note des préoccupations exprimées par les Présidents d'organes intergouvernementaux concernant le calcul du taux d'utilisation.

13. Le Bureau des services de contrôle interne a recommandé au Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence de collaborer avec le Comité des conférences pour déterminer les services à fournir aux réunions de manière à ajuster sa capacité en conséquence, à limiter la durée des séances et à établir des principes directeurs concernant les réunions. Le Comité des conférences a avalisé les directives relatives à la durée des séances, comme indiqué au paragraphe 33 de son rapport.

14. Les installations des services de conférence de Nairobi feront bientôt partie intégrante du Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence. Le nombre de réunions multilingues tenues avec la participation de l'équipe de Nairobi augmente et la création du service d'interprétation de Nairobi a permis de réaliser des économies. L'Assemblée générale devrait prioriser le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) de se conformer à la règle du Siège.

15. Le Comité des conférences a eu, avec les responsables des services de conférence de Nairobi, Genève et Vienne et du Siège, des entretiens relatifs à la coordination de l'utilisation des services de conférence; il a pris acte des efforts et des résultats en matière de coordination mondiale. Il a également jugé que la Réunion interorganisations concernant les services linguistiques, la documentation et les publications devrait continuer d'aider à développer la coopération dans ce domaine et présenter des propositions concrètes en vue de permettre la mise en commun des services de traduction, d'interprétation, d'édition et d'impression par les organisations. L'Assemblée générale devrait renforcer les attributions du Comité des conférences en matière de contrôle et de surveillance, de manière à accroître l'efficacité de ses activités.

16. Une tendance encourageante s'est manifestée s'agissant de l'utilisation des installations de conférence à Bangkok et Addis Abeba et le Comité a encouragé la mise en commun des données d'expérience et des compétences du Secrétariat et des commissions régionales. Le pourcentage des réunions tenues par les groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres bénéficiant de services d'interprétation a augmenté régulièrement, passant de 84 % pour la période 1999-2000 à 90 % pour la période juillet 2000-juin 2001; dans les quatre principaux lieux d'affectation, 92 % des demandes d'interprétation ont été satisfaites.

17. S'agissant de la présentation en temps voulu des documents, le Comité des conférences a recommandé de mettre en place au Secrétariat un système efficace de responsabilisation. Il a appelé l'attention sur les propositions contenues dans le rapport du Secrétaire général (A/56/300) et incité le Secrétariat à procéder à une analyse plus poussée des causes de la parution tardive des documents et des coûts additionnels qui en résultent. Le Comité a prié le Secrétariat d'évaluer les progrès accomplis dans les domaines de la vidéoconférence et des télécommunications, afin de déterminer s'ils peuvent contribuer à résoudre les problèmes techniques que pose l'interprétation à distance.

18. La persistance de taux de vacances élevé pour l'ensemble des services linguistiques dans certains lieux d'affectation tient essentiellement à la mobilité insuffisante du personnel linguistique tandis que le taux global de vacances relativement élevé pour l'ensemble des services linguistiques est dû aux problèmes de recrutement, en particulier pour certaines langues ou combinaisons linguistiques. La priorité absolue doit être donnée aux efforts visant à pourvoir les postes d'interprètes vacants à Vienne et à Nairobi. Certains des concours de recrutement pour les services linguistiques ont eu un faible rendement, notamment les concours pour le recrutement d'interprètes ayant certaines combinaisons linguistiques. Le Comité des conférences a donc recommandé que le programme de formation en cours d'emploi destiné aux interprètes soit rétabli pour une période initiale d'un an et s'est félicité des initiatives interorganisations visant à régler les problèmes de formation grâce à la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales d'une part et des établissements d'enseignement de l'autre. Un examen

complet des normes de productivité des services linguistiques devrait être réalisé, compte tenu des innovations techniques.

19. Le Comité des conférences est favorable à la recommandation formulée par le Comité du programme et de la coordination au paragraphe 71 de son rapport (A/56/16) et a recommandé qu'à l'avenir, dans le chapitre « Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence », les services de publication soient groupés avec la traduction et l'édition, plutôt qu'avec l'interprétation.

20. Enfin, le Comité s'est déclaré profondément préoccupé par les disparités croissantes entre l'anglais et les autres langues officielles constatées sur le site Web de l'ONU et a prié le Secrétariat d'inclure Nairobi et Vienne sur le site Web intitulé « À propos de l'ONU ». Il a demandé qu'un rapport sur ce qui a été réalisé et sur les incidences des modifications apportées au disque optique soit établi.

21. **M. Chen Jian** (Secrétaire général adjoint aux affaires de l'Assemblée générale et aux services de conférence) dit que depuis sa création, le Département accorde une grande importance à la coordination. Grâce à la mise en commun des moyens de planification et de services de conférence disponibles dans divers lieux d'affectation, comme lors de la récente Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, on a pu mieux tirer parti des installations de services de conférence. Ceci a également prouvé l'avantage qu'il y a à renforcer les services de conférence à l'Office des Nations Unies à Nairobi et à les intégrer dans le Département.

22. Le projet de calendrier des conférences et réunions pour 2002-2003 illustre aussi l'importance d'une meilleure coordination. Pour la seule année 2002, neuf grandes conférences se tiendront hors des villes sièges. Dans l'intérêt de la gestion mondiale et de l'efficacité maximale dans l'utilisation des ressources, le Département devrait tirer parti de pratiques telles que le partage de la charge de travail entre services de traduction, le prêt de personnel entre services d'interprétation et les transferts latéraux de personnel linguistique et concevoir une nouvelle manière de tirer pleinement parti du processus d'intégration en cours. Il ne s'agit pas de créer un monolithe rigide, microgéré sans tenir compte de la situation locale mais de réaliser des économies

d'échelle et d'assurer une meilleure complémentarité et adaptation aux besoins, moyennant des décisions judicieuses quant aux secteurs à centraliser ou décentraliser.

23. M. Chen se félicite de ce que le Comité des conférences ait approuvé les directives concernant la limitation de la durée des réunions. Cette mesure peut immédiatement renforcer l'efficacité et améliorer la qualité des services du Secrétariat et permettra de répondre aux préoccupations des petites délégations. M. Chen espère que la Cinquième Commission considèrera favorablement la demande modeste tendant à ce que ses travaux soient prévisibles.

24. S'agissant de la documentation, le respect de la règle des six semaines est une responsabilité conjointe des départements compétents du Secrétariat et des États Membres. Le Secrétariat réalisera une analyse approfondie des motifs pour lesquels la documentation est présentée tardivement, élaborera un mécanisme efficace de responsabilisation et concevra une approche multiforme à ce problème. Il accroît déjà son interaction avec les organes intergouvernementaux, désigne des officiers de liaison et organise des réunions de planification.

25. Au cours de l'année écoulée, il a été fait droit à toutes les demandes d'installations pour la tenue de réunions émanant de groupements régionaux et d'autres grands groupements d'États Membres et à 92 % des demandes de services d'interprétation pour ces réunions, en conséquence de l'optique dynamique et souple que le Département a adoptée pour pouvoir s'adapter à des programmes de réunions erratiques. Pour coordonner la fourniture de services de conférence dans tout le Secrétariat, le Département envisage des méthodes permettant de mieux tirer parti des installations de Bangkok et d'Addis Abeba. Le personnel a été incité à se rendre dans des lieux d'affectation où les taux de vacances sont élevés, bien qu'avec un succès limité parce que le Département n'a pas pu offrir des incitations attrayantes. L'introduction de concours conjoints pour différentes fonctions linguistiques permettra de disposer d'une réserve de lauréats qui pourront avoir des profils de carrière souples. Compte tenu de la nécessité de recruter des interprètes ayant des combinaisons de langues moins communes, la formation dispensée dans le passé pour répondre à ces besoins a été remise en place à une échelle limitée.

26. La qualité des services du Département dépendra de plus en plus des innovations techniques. Toutefois, faute de ressources, le Département est parfois contraint d'accepter ce qui est possible et non pas ce qui est souhaitable. Certains projets, comme le système informatisé de suivi de la production documentaire ont été couronnés de succès; d'autres, comme ceux concernant l'utilisation des logiciels de reconnaissance de la parole et la traduction assistée par ordinateur n'ont pas produit les résultats escomptés. Le Département regroupera les projets existants pour donner la priorité aux projets prometteurs et encouragera les échanges entre lieux d'affectation en vue d'éviter les doubles emplois et de partager les avantages. Le projet sur l'interprétation à distance est très prometteur mais une myriade de facteurs, concernant par exemple la faisabilité technique, le coût-efficacité, la qualité et la disponibilité des services, l'aptitude des interprètes à s'adapter à de nouvelles méthodes de travail et les incidences physiques et psychologiques sur le personnel doivent être pris en considération lorsqu'on préparera des mesures en ce sens.

27. **M. Blinder** (Directeur de la Division de l'informatique), présentant le rapport du Secrétaire général sur l'introduction du système de diffusion électronique des documents (A/56/120/Rev.1) dit que le système de diffusion électronique des documents a été lancé au début 2000 afin de revoir le système en utilisant les techniques de pointe, des normes ouvertes, un indicateur Internet et un support de stockage standard. Le nouveau système a commencé à fonctionner en juin 2001 et on y a copié tous les documents contenus dans le système à disque optique. Le 4 septembre 2001, l'ancien système a été abandonné définitivement et les ressources en personnel ont été transférées pour entreprendre les études et recherches concernant la phase 2, qui doivent se poursuivre jusqu'à la fin de novembre 2001. Les opérations parallèles de la phase 2 doivent débiter au début de décembre 2001 et les opérations de production au début de janvier 2002. Le système de diffusion électronique des documents (SEDOC) disposera d'un appui multilingue et les utilisateurs pourront effectuer des recherches dans les six langues officielles, conformément à la politique visant à assurer la parité entre les langues officielles. Le nouveau système de diffusion électronique des documents est un élément fondamental de la stratégie informatique de

l'Organisation et demeurera un instrument essentiel pour la fourniture de l'information interne et externe.

28. **M. Damodaran** (Rédacteur en chef de la Chronique de l'ONU), présentant le rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations relatives à la Chronique de l'ONU (A/56/339) dit que, dans le cadre de son examen du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999, l'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 52/220 que la Chronique serait publiée quatre fois par an dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies. Comme suite à la décision de l'Assemblée, le Département de l'information a préparé une édition pilote dans quatre langues, arabe, chinois, espagnol et russe en vue d'évaluer les coûts d'une production régulière et la viabilité d'un tel projet, suspendu depuis 1997 dans le cadre des mesures d'économie. Cette expérience a toutefois révélé que de longs délais étaient nécessaires pour effectuer, par le biais de la sous-traitance extérieure, les travaux de composition typographique, de correction d'épreuves et de mise en page et que la publication perdrait ainsi de son intérêt.

29. Avec l'avènement d'Internet, la teneur de la publication s'est modifiée de fond en comble. Elle ne se borne plus à consigner les événements mais est un organe de débats. Elle a continué à attirer des plumes prestigieuses – chefs d'État et de gouvernement, responsables de l'Organisation des Nations Unies ou d'autres institutions, personnalités de la société civile, organisations non gouvernementales, universitaires et artistes. Deux moyens s'offrent de reprendre la publication dans les six langues officielles. La première option consiste à produire la publication en faisant appel à la sous-traitance extérieure sur la base d'un financement sûr, suffisant pour assurer la plus grande parité possible toutes les éditions pour ce qui est de la qualité et de la date de publication; la seconde option consiste à publier les versions arabe, chinoise, espagnole et russe de la Chronique conjointement avec un éditeur extérieur et à faire en sorte que la présentation et la qualité soient analogues à celles des versions anglaise et française. La maison d'édition commercialiserait la Chronique, tout en satisfaisant les besoins internes de l'Organisation. Des crédits de 1,3 million de dollars ont été demandés pour produire la publication dans le cadre de la première option et les discussions sur le coût de la deuxième méthode se poursuivent.

30. **M. Mselle** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) présentant le rapport connexe du Comité consultatif (A/56/475) dit que le Comité consultatif applaudit à l'initiative du Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence tendant à remplacer par une base de données informatisée, sans frais supplémentaires, le système de gestion des documents sur papier utilisé pour le suivi de la production documentaire. Il encourage le Secrétariat à poursuivre le développement du nouveau système et demande instamment aux départements auteurs de respecter les dispositions de la résolution 55/222.

31. Le Comité consultatif a noté que le Département de l'information a été amené par la crise financière, en 1996, à suspendre les éditions en arabe, chinois, espagnol et russe de la Chronique et que lors de l'examen du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999, l'Assemblée générale a décidé que la Chronique serait publiée quatre fois par an dans toutes les langues officielles de l'Organisation. Sur la base des informations communiquées par le Secrétariat, le Comité consultatif recommande que les organes intergouvernementaux compétents procèdent à un examen critique de l'utilité de la Chronique de l'ONU en général, comportant une étude de la demande dans les différentes langues, des avantages d'une diffusion sous forme électronique et des modalités de publication et d'impression de cette publication.

32. Le Comité consultatif prend note avec satisfaction des progrès accomplis dans la mise en place d'un nouveau système de diffusion électronique des documents remplaçant le système à disque optique et encourage le Secrétariat à poursuivre le projet de manière que toutes les organisations non gouvernementales accréditées aient un accès illimité et gratuit au système. Il faut faire le nécessaire pour faire connaître à tous l'existence du système, tant au Siège de l'ONU que dans les bureaux régionaux et dans les centres d'information des Nations Unies.

33. S'agissant de l'interprétation à distance, le Comité consultatif recommande à nouveau que l'on continue d'étudier la possibilité de recourir à grande échelle à cette formule qui offre d'immenses possibilités. Les problèmes techniques qu'elle soulève ne sont pas insurmontables; le Secrétariat doit redoubler d'efforts pour les résoudre et pour régler les questions relatives aux conditions de travail des

interprètes et présenter un état de la situation à l'Assemblée générale, à sa cinquante-septième session.

34. Le Comité consultatif recommande d'approuver le programme de formation d'interprètes pour une période initiale d'un an, sous réserve que les résultats obtenus soient communiqués à l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session, ainsi que des informations sur l'opportunité de poursuivre le programme et les arrangements financiers s'y rapportant.

35. À propos d'une question connexe, le Comité demande que soit présentée à la Cinquième Commission une étude comparative des tarifs pratiqués par les agences de traduction et du coût des arrangements actuellement en vigueur à l'ONU. Cette étude devra être assortie d'informations sur l'expérience des États Membres dans ce domaine. Elle devra également aborder la question du contrôle de la qualité.

36. S'agissant de la traduction à distance, le Comité consultatif recommande à nouveau que le Secrétaire général envisage, à l'échelle du système, une formule qui permette d'utiliser le plus efficacement possible la traduction à distance pour renforcer les capacités du Secrétariat; il rappelle qu'à son avis il faudrait réaliser de nouveaux investissements dans cette technique et analyser ses incidences du point de vue du déploiement des effectifs.

37. **M. Lemaire** (Belgique), parlant au nom de l'Union européenne, des pays associés à l'Union, Bulgarie, Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Turquie ainsi que de la Norvège dit que l'Union européenne accorde une importance particulière à l'utilisation optimale des services et installations de conférence, dont la qualité est indispensable à la haute tenue des travaux de l'Organisation. Elle accorde également une grande importance au strict respect des heures de réunion, à la limite de la durée des séances et à la limitation du temps de parole. Les documents devraient être diffusés en temps utile, conformément à la règle des six semaines par les départements auteurs. Le Secrétaire général devrait prendre des mesures pour que ces dispositions soient respectées. En outre, les organes intergouvernementaux devraient, lorsqu'ils prévoient leurs réunions, tenir compte des dispositions relatives au Vendredi Saint orthodoxe, conformément aux

dispositions des résolutions 54/248 et 55/222 de l'Assemblée générale.

38. L'Union européenne s'inquiète de la persistance de taux de vacances excessivement élevé dans certains lieux d'affectation et invite à prendre des mesures pour remédier à cette situation et, en particulier, à appliquer la résolution 55/258.

39. Une impulsion majeure doit être donnée dans le domaine de l'interprétation à distance, d'autant que cela pourrait constituer une réponse aux problèmes récurrents des frais de voyage excessifs des interprètes. Le Secrétaire général devrait poursuivre ses efforts dans cette voie et recourir de manière plus systématique aux nouvelles technologies afin de faciliter l'adaptation des interprètes à de nouvelles conditions de travail. En particulier, le Secrétariat devrait procéder à une comparaison exhaustive entre les coûts de l'interprétation à distance et ceux des méthodes traditionnelles d'interprétation. L'Union européenne s'étonne du manque d'informations sur le développement de la traduction à distance, de la vidéoconférence, des systèmes de reconnaissance de la parole, secteurs où une impulsion majeure devrait également être donnée. Elle se félicite toutefois de la mise en œuvre du système de diffusion électronique des documents. L'Union européenne reste attachée à l'objectif de développement, de mise à jour, d'enrichissement en plusieurs langues des sites Web de l'Organisation.

40. Enfin, l'Union européenne souhaite étudier la possibilité de restructurer la manière dont la Cinquième Commission examinera le point de l'ordre du jour à l'étude.

41. **M. Mirmohammad** (République islamique d'Iran), parlant au nom des pays du Groupe des 77 et la Chine, se félicite de l'inclusion dans les rapports du Secrétaire général de statistiques concernant les réunions d'organes des Nations Unies et de groupes régionaux et autres groupes, et notamment de statistiques concernant les réunions tenues à l'Office des Nations Unies à Nairobi. Il constate avec satisfaction que le taux d'utilisation globale des services de conférence à New York et à Genève, Nairobi et Vienne avait dépassé le seuil de 80 % en 2000.

42. Le Groupe des 77 et la Chine se félicitent de la création d'une division des services de conférence et d'un service d'interprétation permanent des Nations

Unies à Nairobi; l'Office des Nations Unies à Nairobi est le seul centre des Nations Unies dans le monde en développement et il convient de lui accorder le même statut qu'aux autres centres des Nations Unies de par le monde. Il faudrait s'employer davantage à accroître la capacité et l'utilisation des installations de services de conférence à Nairobi et les postes d'interprètes vacants devraient être pourvus rapidement. Le Groupe des 77 et la Chine s'associent aux conclusions et recommandations contenues dans les paragraphes 50 à 53 du Comité des conférences.

43. Il y a tout lieu de se préoccuper du problème chronique posé par la publication tardive de la documentation. Les départements doivent respecter la règle des six semaines pour la soumission des documents aux fins de traitement, en vue d'éliminer les conséquences néfastes de la soumission tardive sur la publication en temps voulu. Le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence devrait également améliorer la coordination avec les départements auteurs afin d'identifier et de surmonter les obstacles qui expliquent le faible pourcentage de documents publiés six semaines avant les réunions. Cette question est particulièrement importante pour les petites délégations, qui ont besoin de temps pour examiner les rapports. Le Groupe des 77 et la Chine s'associent aux conclusions et recommandations contenues dans les paragraphes 100 et 101 du rapport du Comité des conférences.

44. Le niveau des ressources proposées pour le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence pour l'exercice biennal 2002-2003 est insuffisant. La Section de contrôle des documents en particulier doit être renforcée pour pouvoir coordonner plus efficacement le traitement de la documentation. À cet égard, le Groupe des 77 et la Chine ont noté avec intérêt les conclusions et recommandations contenues dans les paragraphes 93 et 94 du Comité des conférences.

45. Le Groupe des 77 et la Chine conviennent que la priorité doit être accordée aux réunions des organes créés par la Charte et à d'autres organes délibérants mais souhaitent souligner qu'il est important de fournir des services de conférence complets et notamment des services d'interprétation aux réunions des groupements régionaux et autres grands groupements; ces réunions sont essentielles au bon fonctionnement de l'Organisation. À cet effet, de nouveaux efforts doivent être déployés pour accroître le pourcentage de

demandes satisfaites concernant la fourniture de services d'interprétation à des réunions de groupements régionaux et autres groupements d'États Membres tenues à New York, et il faudrait notamment mettre en œuvre certaines des recommandations contenues dans les paragraphes 86 et 87 du rapport du Comité des conférences.

46. **M. Jalang'o** (Kenya) souhaite s'associer à la déclaration faite par le représentant de la République islamique d'Iran au nom des pays du Groupe des 77 et de la Chine. Il salue l'amélioration de la coordination des services de conférence dans les divers lieux d'affectation, dont témoigne l'utilisation accrue des centres de conférence d'Addis Abeba et de Bangkok. À cet égard, la délégation kényenne appuie la proposition tendant à transformer une des grandes salles de conférence à Bangkok en salle à objectifs multiples, avec possibilité de configuration souple pour remplacer les sièges fixes actuellement installés et répondre aux besoins d'utilisateurs ne relevant pas du système des Nations Unies et utiliser davantage le Centre de Bangkok. Il demande que soient ouverts les 273 000 dollars de crédits nécessaires pour cette modification.

47. La délégation kényenne approuve les mesures proposées dans le rapport du Secrétaire général sur les taux excessifs de vacances dans les services linguistiques de certains lieux d'affectation et les problèmes relatifs au recrutement de personnel linguistique (A/56/277). L'introduction de procédures rationalisées pour le transfert latéral de personnel linguistique ainsi que la formation en cours d'emploi contribueront à remédier à ce problème. La délégation kényenne est particulièrement préoccupée par les taux de vacances dans les cabines arabe et anglaise à l'Office des Nations Unies à Nairobi et souhaite savoir quelle est la situation actuelle.

48. **M. Jalang'o** se félicite des efforts déployés par le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence en vue d'utiliser davantage les installations de conférence à Nairobi. La restructuration de l'administration, la création d'une nouvelle division des services de conférence et les mesures prises en vue de créer un service permanent d'interprétation à l'Office des Nations Unies à Nairobi méritent d'être saluées. On constate déjà une augmentation du nombre des séances tenues à Nairobi, ce qui confirme les possibilités de ce centre comme lieu de conférences et d'autres réunions intergouvernementales sous l'égide des Nations Unies.

M. Jalang'o constate à cet égard que l'Office des Nations Unies à Nairobi a accueilli avec succès au printemps 2001 la session du Comité administratif de coordination.

49. Malheureusement, les grandes réunions du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) continuent à se tenir hors de Nairobi. La délégation kényenne appuie la recommandation du Comité des conférences tendant à ce que l'Assemblée générale et le PNUE et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains respectent la règle du siège et tiennent toutes leurs réunions à l'Office des Nations Unies à Nairobi. La violation persistante de cette règle est contraire à l'esprit et à l'objectif des résolutions 54/248, 54/249 et 55/222, dans lesquelles l'Assemblée générale a demandé instamment d'utiliser davantage les installations de conférence à Nairobi. Dans sa résolution 55/222, l'Assemblée a prié le Secrétaire général d'envisager d'améliorer et de moderniser les installations de conférence à l'Office des Nations Unies à Nairobi afin que celui-ci puisse accueillir dans de bonnes conditions des réunions et conférences importantes et de lui faire rapport à ce sujet, à sa cinquante-sixième session, par l'intermédiaire du Comité des conférences. L'intervenant souhaite savoir quel est l'état d'avancement de ce rapport. Pour terminer, il prie instamment le Secrétaire général et le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence de continuer à étudier toutes les manières possibles d'accroître l'utilisation des installations de conférence à Nairobi et de porter le taux d'utilisation à un niveau comparable à celui enregistré à l'Office des Nations Unies à Genève et à Vienne.

50. **M. Kendall** (Argentine) se félicite de la décision du Comité des conférences tendant à modifier la procédure concernant la participation d'observateurs à ses sessions, car la participation accrue d'observateurs enrichira les débats. Il appuie la recommandation du Comité tendant à instituer des délais pour la soumission des documents par le Secrétariat, de sorte à assurer l'utilisation optimale des ressources et installations concernant les services de conférence. Il constate avec satisfaction que le taux d'utilisation au Siège ainsi qu'à l'Office des Nations Unies à Genève, Vienne et Nairobi dépasse les 80 %; un moyen de parvenir à cette amélioration est de commencer les séances à l'heure. L'Assemblée générale devrait être plus au courant des progrès réalisés en matière de

coordination, en particulier s'agissant du service des réunions tenues hors des sièges et des progrès techniques.

51. M. Kendall est préoccupé par le faible pourcentage des documents présentés dans un délai de six semaines avant la réunion. Ce problème persistant pourrait être résolu grâce à la création d'un système de responsabilisation. Le Secrétariat devrait fournir à l'Assemblée générale une analyse des problèmes et des solutions éventuelles. S'agissant de l'interprétation à distance, M. Kendall souscrit aux conclusions contenues dans le rapport du Secrétaire général (A/56/188) et se demande si cette modalité est viable sur le plan économique, compte tenu de l'analyse comparative du coût actuel des communications. Il est préoccupé par le maintien du taux de vacances élevé dans les postes linguistiques dans certains lieux d'affectation, problème auquel seule la fourniture d'incitations permettant d'accroître la mobilité du personnel pourrait y remédier. Pour disposer de personnel linguistique qualifié, l'Assemblée générale devrait envisager d'augmenter le plafond fixé s'agissant des revenus annuels des retraités de l'Organisation des Nations Unies. Enfin, M. Kendall se préoccupe de la disparité entre les informations disponibles sur le site Web de l'ONU en anglais et celles disponibles dans les autres langues officielles. Cette situation doit être corrigée pour garantir le traitement égal des six langues officielles de l'Organisation.

52. **Mme Sun** Minqin (Chine) s'associe à la déclaration faite par le représentant de la République islamique d'Iran au nom des pays du Groupe des 77 et de la Chine. Elle constate avec satisfaction que les services fournis par le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférences ont contribué au succès de la récente session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les enfants et sur le VIH/sida.

53. Mme Sun se déclare satisfaite que le taux d'utilisation des services de conférence dans les quatre grands centres des Nations Unies ait dépassé en 2000 le seuil de 80 % et que le pourcentage de demandes satisfaites de réunions et de services d'interprétation formulées à New York par les groupes régionaux et d'autres grands groupes d'États Membres soit passé de 84 % en 1999-2000 à 90 % pour la période allant de juillet 2000 à juin 2001. Elle est toutefois préoccupée par la qualité de l'interprétation et de la traduction. En

dépît des efforts du Département, des erreurs et omissions émanant de traducteurs et de médiocres services d'interprétation continuent à entraver le travail des délégations. Il importe de mettre en place un mécanisme complet de contrôle pour garantir que les promotions sont fondées sur les résultats; on ne doit aucunement tolérer les fonctionnaires qui manquent de conscience professionnelle ou ne se soucient pas de la qualité de leur travail. Il conviendrait de mettre en place des programmes de formation à l'intention des fonctionnaires dont le travail laisse à désirer.

54. Mme Sun constate avec satisfaction que le Département a l'intention de continuer à mettre en œuvre des mesures d'économie, notamment en contrôlant mieux les ressources prévues au titre du personnel temporaire pour des réunions. Bien qu'elle comprenne qu'il soit nécessaire de recruter du personnel temporaire, elle est préoccupée par le fait que certaines de ces personnes ne connaissent pas suffisamment bien le travail de l'ONU, alors que d'autres n'ont tout bonnement pas les compétences requises. La délégation chinoise souhaiterait avoir des données sur le nombre de personnes recrutées à titre temporaire et le rapport coût-efficacité de l'assistance temporaire.

55. Le principe de l'égalité de traitement des six langues officielles doit être réellement appliqué. Mme Sun souhaite savoir à cet égard pourquoi le service des publications de l'Office des Nations Unies à Genève emploie des éditeurs dans toutes les langues officielles sauf le chinois. Notant que les sites Web dans les langues arabe, chinoise et russe sont tenus à jour moyennant l'utilisation de fonds destinés au personnel temporaire, Mme Sun se demande si le Secrétariat a appliqué la décision prise par l'Assemblée générale dans la résolution 54/249, tendant à transformer ces postes en postes permanents.

56. Les installations de conférence de l'Office des Nations Unies à Nairobi doivent avoir le même statut que celles des autres centres de conférence de l'ONU. Mme Sun constate avec satisfaction que ces installations deviennent partie intégrante des ressources des Nations Unies au titre des services de conférence et elle est certaine qu'il sera donné suite aux propositions d'amélioration présentées par le Comité des conférences.

57. **M. Laptienok** (Biélorus) dit que les rapports dont la Cinquième Commission est saisie présentent un

tableau précis de la situation s'agissant de la fourniture des services de conférence, en l'absence desquels l'Assemblée générale et d'autres organes intergouvernementaux importants ne peuvent pas fonctionner. Le rapport du Comité consultatif sur cette question (A/56/475) contient de nombreuses recommandations rationnelles qui amélioreront l'activité du Secrétariat dans les secteurs à l'examen et devraient être mises en œuvre en temps voulu. Les suggestions faites lors de l'examen de ce point par la Commission doivent également être prises en considération. La proposition évoquée par le représentant du Kenya, tendant à transformer en salle modulable une des grandes salles de conférence du Centre de conférence des Nations Unies à Bangkok présente un intérêt particulier.

58. Il est temps que le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence utilise davantage les nouvelles techniques comme les vidéoconférences et l'interprétation à distance. L'introduction d'un logiciel de reconnaissance de la parole permettrait de préparer et de publier la documentation plus rapidement dans les six langues officielles.

59. Il convient de se pencher d'urgence sur le problème posé par le taux de vacances excessif dans les services linguistiques dans certains lieux d'affectation. Le Comité consultatif a émis plusieurs recommandations utiles à cet égard. Il n'est pas raisonnable de critiquer le travail des services linguistiques alors que chacun sait bien qu'ils ne disposent pas de suffisamment de personnel.

60. En plus de fournir des renseignements sur le calendrier des conférences internationales, facilement accessible sur Internet, la Chronique de l'ONU devrait indiquer la participation des États Membres à ces réunions. M. Kendall est convaincu que ce changement d'optique gagnerait des lecteurs à la Chronique. L'utilisation de sous-traitants pour préparer la Chronique serait économiquement rentable et faciliterait la publication simultanée dans les six langues officielles. Toutefois, le Département doit veiller au respect au principe de la répartition géographique équitable.

61. **Mme Bentley-Anderson** (États-Unis d'Amérique) dit que le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence doit trouver un équilibre difficile car il lui incombe de

répondre aux besoins des États Membres et de s'acquitter de son mandat tout en ne dépassant pas son budget. En 2001, le Département n'est pas parvenu à le faire et a dépassé son budget de huit millions de dollars. Les ressources disponibles au Département ont considérablement augmenté, mais des problèmes chroniques continuent à se poser s'agissant de la fourniture de services, qui ne pourront être résolus par la simple augmentation des crédits.

62. Plusieurs facteurs ont motivé le dépassement budgétaire de 2001. Le Département a dû assurer le service d'un certain nombre de sessions extraordinaires. Il a pu faire face à la charge de travail supplémentaire, mais aux dépens d'autres activités. Mme Bentley-Anderson se demande s'il est nécessaire de tenir autant de sessions extraordinaires. Le Département a dû aussi payer des heures supplémentaires aux fonctionnaires parce que les séances ne se sont pas terminées en temps voulu; ces dépenses représentent un pourcentage important du dépassement budgétaire. En outre, le Département a dû recruter du personnel temporaire cher pour compléter le personnel permanent. Enfin, des graves problèmes continuent à se poser au Secrétariat s'agissant de la soumission des documents dans les délais prescrits; il en résulte que le Département n'a pas pu produire la documentation pour les réunions en temps voulu et que certains organes ont dû prolonger leurs sessions, ce qui a été une source de dépenses accrues.

63. L'intervenante se félicite des propositions du Département concernant l'introduction de nouvelles techniques et les modifications de méthodes de travail pour régler les problèmes. La Cinquième Commission devrait à son tour, appuyer la demande du Département tendant à ce que les délégations modifient leurs méthodes de travail. L'introduction du système de diffusion électronique des documents permettra un accès égal dans toutes les langues officielles de l'Organisation, ce qui accroîtra de manière très sensible le volume d'informations mises à la disposition des délégations et, ultérieurement, du public. La Commission devrait mettre les techniques visées à la disposition de tous les utilisateurs actuels immédiatement et gratuitement. L'utilisation des techniques, si elle n'est pas une panacée, peut dans bien des cas améliorer la fourniture de services. Le Département doit donc avoir toute latitude d'étudier les solutions techniques à ses problèmes les plus graves et

de déterminer si les nouvelles techniques peuvent être utilisées en les mettant à l'essai.

64. La délégation des États-Unis ne peut pas souscrire aux crédits demandés par le Département pour l'exercice biennal 2002-2003. Elle estime que le Département pourrait fonctionner efficacement au niveau actuel de financement, si les États Membres faisaient preuve de discipline et si les modifications qu'il est proposé d'apporter aux méthodes de travail du Département étaient introduites.

La séance est levée à 12 h 10. .